

Pour nos salaires, nos retraites, nos emplois et nos conditions de travail : mobilisons-nous !

Aujourd'hui, dans un contexte d'inflation galopante, les salarié-es des raffineries, et plus largement du secteur de l'énergie, sont en grève depuis maintenant trois semaines pour porter leurs revendications d'augmentation légitimes des salaires, qui rejoignent pour une part les nôtres, alors que les multinationales qui les emploient distribuent à leurs actionnaires des milliards de dividendes issus des "superprofits" qu'elles réalisent à la faveur de la crise énergétique.

Après avoir refusé de taxer les "superprofits" et de reconnaître l'urgence de la situation, le gouvernement s'attaque au droit de grève en ordonnant le recours à la réquisition de certain-es salarié-es. Le SNESUP-FSU condamne fermement cette nouvelle dérive autoritaire s'ajoutant au risque de voir utiliser le 49-3 sur le budget de l'État, dans la situation sociale et économique particulièrement tendue du pays. Il réaffirme son soutien aux salarié-es mobilisé-es. Il souligne l'importance de construire les conditions d'un mouvement social d'ensemble pour gagner une augmentation significative des salaires dans tous les secteurs d'activité dans le public comme dans le privé. C'est un enjeu de juste partage des richesses.

Dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics, à l'heure où s'ouvrent les discussions sur le Projet de loi de finances à l'assemblée nationale, la tension budgétaire se précise jour après jour. Les chiffres sont progressivement mis à jour et montrent l'ampleur du sous-financement. Il manquera à minima 10 à 20 millions d'euros dans chaque établissement pour boucler les budgets et faire face aux surcoûts liés aux dépenses énergétiques et à la non compensation par l'État de l'augmentation du point d'indice. Loin des grands discours, 1 milliard d'euros manquera pour que les activités de formation et de recherche puissent se poursuivre. L'emploi sera encore inévitablement la variable d'ajustement. Les emplois de contractuel-les chercheur-es ou enseignant-es continuent à se multiplier avec des conditions de rémunération et de travail inacceptables. Par ailleurs, alors qu'il manque des centaines de salles pour tenir les enseignements, et que la Cour des comptes constate qu'un tiers du parc immobilier est dans un état pas ou peu satisfaisant, avec une performance énergétique médiocre, la dévolution du patrimoine ne saurait devenir une voie de financement des déficits. L'heure n'est pas à la vente des bâtiments publics mais plutôt à leur rénovation et à de nouvelles constructions !

Le SNESUP-FSU appelle à réinvestir le collectif, à organiser des réunions d'information et de débat autour des questions brûlantes et à faire remonter les informations via ses sections. Il appelle à refuser la dégradation des conditions de travail et appelle à construire dès maintenant et durablement la riposte dans les établissements d'ESR pour dénoncer le désengagement de l'État et l'abandon de l'ESR et des services publics dans le cadre du projet de loi de finances.

Le 18 octobre sera, à l'appel de toutes les organisations syndicales, une journée de grève et de mobilisation pour la défense de l'enseignement professionnel public. La réforme annoncée représente un véritable danger pour l'avenir scolaire et professionnel d'un tiers de la jeunesse lycéenne et pour leur poursuite d'études. Le SNESUP-FSU appelle à soutenir cette mobilisation et à y participer pour défendre plus largement la poursuite d'études et une formation professionnelle ambitieuse. Cette mobilisation est une étape vers une mobilisation unitaire plus large. Le SNESUP-FSU appelle plus généralement à soutenir les mobilisations en cours, à y participer et à construire celles à venir pour nos salaires et nos retraites, pour l'emploi et pour l'amélioration de nos conditions de travail. ■

Du 1^{er} au 8 décembre,

► **FAISONS ENTENDRE NOTRE VOIX** ◀

avec les syndicats de la FSU



SUIVEZ-NOUS !

